

## 2019 : Année de l'environnement

Dans le cadre de l'Année de l'environnement et des 50 ans du Parc Naturel Régional d'Armorique (PNRA), le Conseil départemental du Finistère organise, le 28 septembre, une journée de conférences et de débats autour des grands enjeux auxquels nous sommes confrontés : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et les territoires en transition. Et quel meilleur site pour évoquer

ces enjeux que le domaine de Menez Meur à Hanvec ?

Cet évènement sera l'occasion d'échanger avec des experts, de recenser les initiatives et les outils existants sur nos territoires et surtout d'inscrire, concrètement, les engagements dans les transitions environnementales, des collectivités, des associations mais aussi des Finistériennes et des Finistériens qui ont à cœur de préserver leur cadre de vie exceptionnel.

Le changement climatique est en cours et le Finistère, avec ses 1 200 km de côtes, n'est pas épargné. Car, la montée du niveau de la mer sera l'une des conséquences du réchauffement de l'atmosphère. Laurent Bopp, océanographe et climatologue, directeur de Recherche CNRS, animera une conférence pour faire le point sur les prévisions scientifiques mais aussi pour indiquer comment limiter les impacts sur notre littoral.

Le changement climatique se traduit aussi par une érosion de la biodiversité. Cela touche autant la faune que la flore. Ces écosystèmes, fragiles et complexes, nous rendent chaque jour des services innombrables et vitaux pour la régénération des sols ou la qualité de l'air et de l'eau. Mais la disparition de plantes, d'animaux ou d'insectes n'est pas une fatalité. Il est possible



Un patrimoine à préserver

de les protéger comme l'expliquera Gilles Bœuf : spécialiste de physiologie environnementale et de biodiversité, biologiste, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, ancien président du *Muséum national d'Histoire naturelle*.

Autre expert, Rob Hopkins, initiateur du mouvement international *Villes en transition*, expliquera comment les citoyens et les citoyennes peuvent se préparer concrètement aux conséquences du changement climatique. Aujourd'hui, plus de 2 000 initiatives de transition sont recensées dans le monde, dans 50 pays, dont 150 en France. Il échangera avec divers acteurs associatifs et institutionnels du territoire ainsi qu'avec le groupe de réflexion *Jeunes en Finistère*, associé depuis cette année dans les phases d'évolution des politiques départementales. Les travaux de ce groupe, réunissant 200 jeunes, portent en 2019 sur la pauvreté, la mobilité et les enjeux environnementaux.

En parallèle de ces rencontres, les Finistériennes et les Finistériens trouveront sur le domaine de Menez Meur à Hanvec de nombreux stands présentant le PNRA et plusieurs initiatives permettant de favoriser le covoiturage ou l'usage du vélo.



## Urgences

Les douze mesures présentées par la ministre de la Santé aux urgentistes sont totalement insuffisantes. Elles visent à réduire le nombre d'admissions en s'appuyant sur la médecine de ville. Mais elles ne répondent pas aux revendications puisque le gouvernement ne prévoit pas d'ouvertures de lits, ni de recrutement de personnels. Or, c'est pourtant bien ce que les grévistes réclament.

Depuis de nombreuses années, les urgences sont malmenées, précarisant toujours plus les personnels de santé, et ce, malgré de multiples alertes. Comment pourrait-il en être autrement quand les valeurs de soin et d'humanisme se heurtent à des objectifs purement comptables ? À quelques semaines du débat parlementaire du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2019, le Parti Socialiste demande à ce que l'Ondam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) pour 2020 soit augmenté de façon significative.

PS29

# Plus tard, il sera trop tard

**C'est maintenant qu'il faut agir pour le climat. À l'Université de la Rochelle, les socialistes et leurs partenaires ont consacré de nombreuses réunions, débats et ateliers à ce défi qui ne pourra être relevé que collectivement.**



Quimper, le 21 septembre

Le réchauffement climatique est incontestablement le fruit des activités humaines. Certes, notre planète a connu, depuis 800 000 ans, des périodes de glaciation et de refroidissement. Et les climato-sceptiques ont beau jeu de rappeler que le climat est cyclique et que notre planète a déjà connu des périodes de réchauffement mais aussi de glaciation. Mais jamais dans de telles proportions. Alors que les variations portaient sur quelques dixièmes de degrés, nous sommes aujourd'hui confrontés à un réchauffement de plusieurs degrés. Et nous savons que les activités humaines sont responsables à 95 % de ce réchauffement. **« Les catastrophes climatiques se répètent de plus en plus souvent »**, a insisté Pierre Larrourou. Les canicules qui se produiront dans trente ans pourront atteindre les 50°. L'homme peut survivre à une canicule tous les quinze ans. Mais nous devons nous préparer à en subir tous les deux ou trois ans. Très concrètement, le réchauffement climatique se traduit par des baisses de rendement agricole, en particulier en Afrique. Le nombre de réfugiés climatiques pourrait atteindre 140 millions de personnes. **« Les Maliens parlent même de "Sida climatique" tant les répercussions du réchauffement peuvent avoir des conséquences désastreuses. »**

Si l'homme est responsable du réchauffement, cela signifie qu'il peut aussi inverser la tendance. Mais à condition d'agir rapidement et énergiquement. Car, le climat est entré dans un cercle vicieux qui accentue les phénomènes de réchauffement. Les incendies qui frappent

la forêt amazonienne, les États-Unis ou l'Afrique en sont un bon exemple : le réchauffement provoque des sécheresses qui favorisent les incendies et donc la disparition de la végétation qui accentue à son tour le réchauffement. Il est urgent de briser cette spirale infernale en donnant un coup d'arrêt à la déforestation et en aidant les pays concernés à entretenir leurs forêts.

**« Nous devons placer la question climatique au cœur de toutes nos politiques publiques. »**

Alors que faire ? **« Nous pouvons tous agir à notre échelon, communes, départements, régions, États et Europe »**, a estimé le député européen, Éric Andrieu. Mais, tout le monde ne semble pas avoir encore pris la mesure de l'urgence. Les moyens financiers à mobiliser sont colossaux. Or, la majorité des chefs d'États et des dirigeants européens restent attachés aux dogmes libéraux et cherchent par tous les moyens à réduire les budgets. Pour résumer, nous avons un Conseil européen qui tient de beaux discours mais n'agit pas, une Commission sans réels pouvoirs et un Parlement atomisé.



Nous pouvons tous agir à notre échelon

**« Dans ce contexte, nous devons faire preuve de radicalité et renverser la table en plaçant la question climatique au cœur de toutes nos politiques publiques »**, s'est exclamé Éric Andrieu à La Rochelle.

**« Nous savons ce qu'il faut faire pour inverser la tendance »**, confirme Pierre Larrourou. **« Nous devons agir pour l'isolation de nos bâtiments, changer nos habitudes de transports, mettre fin à l'obsolescence programmée et modifier nos habitudes alimentaires »**. Mais cela



Javier Moreno Sánchez

nécessite de lourds investissements pour accompagner ces transitions. La Cour des comptes européenne évalue à 1 100 milliards le montant des investissements nécessaires en Europe. **« À peu près le montant que l'UE a débloqué pour sauver les banques après la crise de 2008. »**

Cela nécessite des choix politiques courageux pour réunir cette somme. Ainsi, il est temps que l'Europe mette fin au dumping fiscal et que tous les pays s'accordent sur le même taux d'impôt sur les sociétés. **« Aux États-Unis aussi, dans les années 30, les différents États se concurrençaient en baissant leurs taux d'imposition. Roosevelt a su imposer un taux fédéral à 38% »**, a rappelé Pierre Larrourou.

Et pourtant une forte mobilisation est possible. En Espagne, le gouvernement de Pedro Sanchez a pris le taureau par les cornes. **« Il n'existe pas de parti écologiste en Espagne et ce sont les sociaux-démocrates du PSOE qui mènent une politique volontariste avec pour objectif de parvenir à une société neutre au carbone en 2050 »**, a expliqué Javier Moreno Sánchez, député européen, président de la délégation du PSOE au Parlement européen.

Pour y parvenir, 236 milliards ont été programmés sur dix ans. **« Le gouvernement travaille avec les collectivités locales et la société civile pour faire comprendre les enjeux et faire partager cette volonté politique. »**

Contrairement à ce que prétend Emmanuel Macron, les mobilisations citoyennes doivent se poursuivre, en France et pas seulement en Pologne. Car aujourd'hui, comme l'a résumé Éric Andrieu, entre les discours et les actes, en France et en Europe, **« il y a loin de la coupe aux lèvres »**.

# Quimper, ville sportive

À Quimper, on peut dire que c'est sportif, pour les présidents d'associations, de discuter avec la municipalité. C'est une des conclusions de la réunion qui s'est tenue le 17 septembre à l'initiative de *Quimper Ensemble*, menée par Isabelle Assih.

« **Nous sommes dans la phase de concertation avec les Quimpéroises et les Quimpérois** », rappelle Jacques Le Roux, secrétaire de la section de Quimper. « **Après plusieurs rencontres avec des responsables d'associations sportives, à l'occasion du forum des sports, il nous a semblé important de consacrer la cinquième réunion publique à la question du sport dans notre ville.** »

En effet, Quimper est une ville sportive, avec 103 associations qui regroupent plus de 16 500 adhérents. Certaines comptent 300, 500 voire 800 membres. La ville s'illustre notamment dans des sports comme le basket, le tennis de table, le volley

ou l'athlétisme. Mais les dirigeants de clubs rencontrent de nombreuses difficultés pour pratiquer leurs activités dans de bonnes conditions.

Les équipements n'ont pas été suffisamment entretenus pendant ce mandat. Pour réaliser des économies, les réparations, notamment sur la piscine de Kerlan Vian, ont été repoussées. Mais la facture risque, in fine, d'être bien plus salée. Les pistes d'athlétisme sont également dans un état déplorable et

ne permettent plus d'organiser des compétitions fédérales.

Les représentants des clubs demandent à la municipalité d'être à leur écoute et de dialoguer. Or, manifestement, durant ce mandat, elles sont restées sur la touche. Plusieurs d'entre elles demandent à pouvoir disposer de locaux pour permettre à leurs salariés de travailler ou pour entreposer leurs matériels. Mais sans réponse de la municipalité.

Pour Isabelle Assih, « **il ne faut surtout pas opposer sport de haut niveau et sport pour tous** ». Les deux sont complémentaires. La municipalité doit accompagner les associations et donner aux Quimpéroises les moyens de faire du sport, en clubs ou individuellement. C'est important pour le dynamisme associatif de la ville. Mais il s'agit aussi d'un enjeu de santé public à un moment où tous les spécialistes mettent en garde contre les effets de la sédentarité.

La prochaine rencontre, le 1<sup>er</sup> octobre, portera sur la culture.



La municipalité doit accompagner les clubs

## Référendum ADP : à vos claviers !

Après un début en fanfare le nombre de soutiens pour le Référendum d'Initiative Partagée (RIP) sur la privatisation d'Aéroports De Paris (ADP) marque le pas. Selon le site <https://www.adprip.fr/> qui suit l'évolution des soutiens, depuis le début du mois de juillet, le nombre de signatures attendues n'est plus au rendez-vous.

En effet, selon les estimations, le nombre de signataires devrait être d'environ 17 000 par semaine pour atteindre les 4,7 millions le 20 mars 2019. Au 23 septembre 1,7 million d'électrices et d'électeurs auraient déjà dû signer le formulaire officiel. Mais ils n'étaient que 768 000.

La faute à qui ? En grande partie au site internet dédié au recueil des signatures. Des centaines de témoignages vont dans le même sens : il est très compliqué d'enregistrer son soutien compte tenu des informations exigées pour valider la procédure.

Le gouvernement fait tout pour étouffer la mobilisation pour cette consultation. Ou plutôt, il ne fait rien pour informer les électeurs alors même qu'il a démontré avec le Grand débat qu'il était capable de mettre en ligne des sites internet dignes de ce nom lorsqu'il en a la volonté.

Le Finistère se situe dans la moyenne haute des départements les plus mobilisés avec 11 178 signatures enregistrées ce qui représente 1,63 % du corps électoral. La première commune du département,

avec 138 signatures, est Saint-Rivoal qui arrive en 215<sup>e</sup> position nationale.

Il reste moins de 170 jours pour atteindre l'objectif des 4,7 millions de signatures. Si ça n'est pas encore fait, vous pouvez apporter votre soutien au référendum sur le site <https://www.referendum.interieur.gouv.fr> en vous munissant de votre carte d'identité. L'enjeu est de taille : un échec de cette première procédure de Référendum d'Initiative Partagée ouvrirait toutes grandes les portes à une vague de privatisations.

**PRIVATISATION DES AÉROPORTS DE PARIS**  
**ENSEMBLE, DISONS NON !**  
[lessocialistes.fr](http://lessocialistes.fr)  
**#REFERENDUMADP**

5 octobre

10h00 : Conseil fédéral  
à Quimper

## Déchets : n'oubliez pas le guide

Thibault Turchet

**Que faire de nos déchets ? Les jeter dans un container et laisser la collectivité s'en occuper ? Ou prendre conscience des gaspillages et adopter de nouvelles pratiques pour en produire le moins possible ? C'est l'objectif du Guide pratique pour révolutionner la gestion des déchets (éditions Rue de l'échiquier), nous explique Thibault Turchet, responsable des affaires juridiques et réglementaires de l'association Zero Waste France, co-auteur de ce livre avec Flore Berlingen et Laura Châtel.**

**Cap Finistère : Pourquoi publier ce guide maintenant ?**

**Thibault Turchet :** La perspective des élections municipales nous a bien sûr incité à écrire et à publier ce guide maintenant. Compte tenu de la législation, tant française qu'euro-péenne, les années à venir vont être déterminantes. D'autant qu'on assiste à une vraie prise de conscience tant de la part des citoyens que des élus. Cette question sera au cœur des campagnes municipales. Je dois ajouter que nous réalisons ce guide, aujourd'hui, car nous avons acquis une bonne expertise sur ces sujets. Nous suivons de nombreuses expériences, en France mais aussi en Europe, et nous disposons d'exemples probants qui nous permettent de mettre en avant des retours d'expériences.

**Cap Finistère : Pour quels lecteurs avez-vous rédigé ce guide ?**

**Thibault Turchet :** Nous nous adressons aux élus en place et aux candidats aux Municipales de mars prochain, mais aussi aux techniciens des collectivités locales qui ont la charge de mettre en œuvre les décisions prises par les élus. Nous consacrons d'ailleurs tout un chapitre au rôle de la commande publique dans la réduction des déchets.

Mais nous avons aussi pensé à tous les citoyens qui souhaitent s'informer sur un sujet souvent complexe. C'est pour cette raison que nous avons réalisé le cahier central qui se veut clair et pédagogique. Nous y expliquons, par exemple, comment s'organise la collecte et le traitement des déchets. Nous donnons également les indicateurs de performance de manière à ce que chacun puisse situer son territoire. Ce guide est conçu comme un outil permettant à chacun de comprendre les enjeux de la gestion des déchets et de se familiariser avec une série d'acronymes parfois incompréhensibles.

**Cap Finistère : Votre guide vise à « révolutionner » la gestion des déchets**

**et pas simplement à l'améliorer. En quoi consiste pour vous cette révolution ?**

**Thibault Turchet :** On ne peut pas reprocher aux collectivités de ne pas organiser efficacement la collecte, le tri et le traitement des déchets. Cependant, il est aujourd'hui nécessaire d'effectuer un bond qualitatif de manière à réduire la production de déchets à la source. Pour nous, il faut sortir du ronron des bacs jaunes et aller bien plus loin dans la réduction et le tri des déchets, mais aussi dans le développement de l'économie circulaire.

**Cap Finistère : Parmi les neuf chantiers que vous présentez, certains sont-ils prioritaires ?**

**Thibault Turchet :** Dans l'idéal il faut tous les lancer. Les collectivités doivent s'attaquer au plastique jetable, accompagner les initiatives dans le domaine de l'économie circulaire, favoriser tout ce qui permet le réemploi et la réutilisation des objets, lutter contre le gaspillage alimentaire, généraliser le tri à la source ou bannir tout ce qui est jetable.

Cependant, s'il fallait n'en citer que deux, ça serait le traitement des bio déchets et la mise en place de la tarification incitative. Non pas parce que ces deux mesures suffiraient à révolutionner à elles seules la gestion des déchets mais parce que l'expérience nous a montré qu'avec ces deux éléments, il est plus facile ensuite de trier et réduire les autres déchets. Les bio déchets représentent près de 30 % de nos poubelles. Une fois enlevés, il est bien plus facile de trier le reste. Nous savons que la mise en place de la tarification incitative suscite de nombreux débats parmi les élus mais les retours d'expériences que nous avons sont positifs. Il faut savoir que la tarification incitative concerne déjà 5 à 6 millions de personnes en France. Mais ça suppose une communication en amont de manière à bien expliquer les enjeux. Et rappeler aux usagers qu'ils payent déjà une taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Ces campagnes d'information permettent d'améliorer le tri.

Nous avons maintenant suffisamment de recul pour démontrer qu'en quelques années, les six ans d'un mandat municipal par exemple, on peut constater de réelles améliorations. Nous citons plusieurs exemples dans le livre et nous expliquons comment des communes, notamment dans le nord de l'Italie, sont parvenues à réduire de 30 % leurs déchets en quelques années.



### Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1282 - Vendredi 27 septembre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

